

Les dossiers d'Économie et politique

Moins de droits sociaux, mais plus d'insécurités



Les attaques contre notre modèle social ont franchi un cap. Elles pénètrent désormais l'édifice par tous les bouts et en même temps. Si les attaques contre le Code du travail et l'emploi sont les plus emblématiques aujourd'hui, celles-ci se conjuguent avec la mise à bas de notre système de Sécurité sociale et de ses principes historiques de solidarité et d'universalité, et la tentative de refonte de notre fiscalité des ménages. C'est la cohérence d'ensemble de cette attaque patronale et libérale qui prend dorénavant concrètement forme. Après le Pacte de responsabilité associé au Pacte de stabilité européen qui a cherché à réorienter la dépense publique et sociale en faveur du financement de la baisse du coût du travail, depuis les réformes du droit du licenciement et l'introduction des contrats de compétitivité emploi visant à réduire le coût de gestion de l'emploi pour l'employeur, ce sont maintenant les rapports Combexelle sur la négociation sociale et la loi Mettling sur le numérique dans l'entreprise et la gestion de l'emploi, et Mahfouz sur le compte personnel d'activité et l'avenir de la protection sociale, c'est dans le PLFSS 2016 la réforme des finalités de la branche maladie de la Sécurité sociale avec la création de la protection maladie universelle et la fin annoncée des ayant-droits, c'est la nouvelle réforme des retraites qui allonge d'un an le bénéfice d'une retraite à taux plein via la renégociation des retraites complémentaires, c'est dans le PLF 2016 la réforme de la fiscalité des ménages et des familles en vue de leur individualisation, ce sont toutes ces réformes mises bout à bout qui redessinent le modèle social français au bénéfice des logiques du capital et ont pour conséquence l'insécurisation des personnes.

Pourtant, les attentats du 13 novembre dernier ont montré à quel point le besoin de sécurité des personnes et de sécurité sociale et collective est nécessaire dans le monde d'aujourd'hui. Ces attentats ont montré combien cette cohérence de valorisation capitaliste du gouvernement est contradictoire avec les besoins de la situation concrète. Le simple fait d'être obligé d'affirmer que le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de responsabilité illustre, mais après plus de 130 victimes, l'inconsistance des choix opérés.

Il y a besoin aujourd'hui d'engager la bataille de l'alternative autour de ces enjeux, en partant des aspirations populaires d'aujourd'hui, en particulier celles de sécurités individuelles, sociales et collectives.